

## « L'apaisement » selon Georges Bonnet

(Quai d'Orsay 1938–1939)

Jacques Puyaubert

Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3



Synergies Royaume-Uni et Irlande n° 4 - 2011  
pp. 117-128

**Résumé :** *Mettre le « Quai d'Orsay » au service de l'apaisement fut la priorité de Georges Bonnet d'avril 1938 à septembre 1939. Si la diplomatie française est, jusqu'à Munich, à la remorque systématique des initiatives prises par Neville Chamberlain et le Foreign Office, le ministre a sa propre vision des relations internationales d'où des rapports ambigus avec Londres. Foncièrement pacifiste, Bonnet s'appuie sur un clan fidèle dont l'argumentaire, emprunté à la Realpolitik, répond au déclin du pays. Apôtre médiatique de la « Paix », Bonnet recueille les fruits politiques de Munich. Mais l'entente avec le Reich de décembre 1938 est un leurre de même que son rêve italien. L'alliance avec l'URSS, son grand espoir stratégique, n'aboutit pas malgré son forcing auprès du Foreign Office. Quand, en 1939, Chamberlain et Daladier abandonnent l'apaisement, Bonnet, isolé, lutte jusqu'au bout pour une solution négociée avec Hitler sur Dantzig. Il tente un ultime pari en proposant, avec Rome et contre Londres, un nouveau Munich. C'est un fiasco. L'échec de ce militant de la paix est sanctionné par les Britanniques et par Daladier. Bonnet, aveuglé par son ultra-pacifisme, n'a pas compris la logique hégémonique des dictatures fascistes pas plus que le caractère inéluctable du conflit.*

**Mots-clés :** Troisième République, parti radical, diplomatie, apaisement, Foreign Office, pacifisme, conférence de Munich.

**Summary:** *To put the Quai d'Orsay to the service of appeasement was the priority of Georges Bonnet from April 1938 to September 1939. If French diplomacy, up until the Munich Conference, lagged behind the initiatives taken by Neville Chamberlain and the British Foreign Office, the French minister had his own vision of international relations, from whence sprung an ambiguous relationship with London. Fiercely pacifist, Bonnet relied upon the support of a faithful group, whose arguments, borrowed from realpolitik, responded to the country's decline. A public advocate of "Peace", Bonnet reaped the political rewards of Munich. But the understanding with the Reich of December 1938 was an illusion, every bit the same as his Italian dream. The alliance with the USSR, his great strategic hope, failed in spite of his pressure on the Foreign Office. When, in 1939, Chamberlain and Daladier abandoned appeasement, an isolated Bonnet fought until the end to negotiate a solution with Hitler on Danzig. He took a final gamble and proposed, with Rome, but in opposition to London, a new Munich. It was a fiasco. The failure of this "militant of peace" was condemned by the British and*

by Daladier. *Blinded by his ultra-pacifism, Bonnet no more understood the hegemonic logic of fascist dictatorships than the inescapable character of the conflict.*

**Keywords:** *Third Republic, radical party, diplomacy, appeasement, Foreign Office, pacifism, Munich Conference*

Mettre le « Quai d'Orsay » au service de l'apaisement fut la priorité de Georges Bonnet d'avril 1938 à septembre 1939. Cette diplomatie fut-elle seulement dictée par la « gouvernante anglaise » (Bédarida, 1977 : 222) ? François Bédarida a donné, en effet, une définition en creux de l'apaisement, puisque la France se trouve, au moins jusqu'en septembre 1938, à la remorque systématique des initiatives prises par Neville Chamberlain et le *Foreign Office*. Pour notre part, nous essayerons de démontrer que Georges Bonnet, très marqué qu'il est par la Grande Guerre, a mis en œuvre sa propre vision des relations internationales tout en ayant des rapports complexes avec le Royaume-Uni, thématique qui nous interpelle particulièrement dans le cadre du thème de la guerre dans l'entre-deux-guerres.

### Un pacifiste au Quai d'Orsay

En avril 1938, Georges Bonnet devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement Daladier. Cette nomination est logique puisque qu'il a déjà fait une belle carrière ministérielle - il a occupé une dizaine de portefeuilles dont la Rue de Rivoli par exemple - ; de plus, il a beaucoup d'expérience dans ce domaine après avoir animé plusieurs grandes conférences internationales dans les années trente - Lausanne, Stresa et Londres - (Puyaubert, 2007 : 67-74, 81-90), il est enfin le chef de file de l'aile droite du parti radical dont l'influence est alors considérable (Berstein, 1982 : 468-485).

Une question se pose d'emblée : Bonnet fut-il « l'homme des Anglais » ? A-t-il été, en particulier, l'homme-lige de Neville Chamberlain, le premier britannique ? Selon Elisabeth du Réau, en 1938, le *Foreign Office*, alors dirigé par Lord Halifax, aurait souhaité avoir comme partenaire un homme de l'apaisement (Réau, 1987 : 1141-1142) ; l'ambassadeur britannique à Paris, Eric Phipps, serait ainsi intervenu discrètement en faveur de Georges Bonnet, susceptible de favoriser le rapprochement avec Mussolini. La politique de Bonnet s'ordonne autour de deux principaux ressorts. D'un côté, pendant la crise des années trente, Georges Bonnet a tendance à lier fortement le politique et l'économique. De l'autre, il a une approche viscéralement et intellectuellement pacifiste ; viscéralement pacifiste parce qu'il a fait la guerre de 14-18, où il a enregistré des pertes cruelles parmi son entourage - son frère André a été tué en août 1914 comme nombre de ses amis, et son frère aîné Charles a été grièvement blessé - ; intellectuellement pacifiste puisqu'il fut, dans les années 1920, un des militants de la cause de la sécurité collective, influencé par Léon Bourgeois, le père de la Société des Nations.

Son comportement repose sur trois convictions profondes : selon lui, tout d'abord, la Grande Guerre a détruit le mythe de la guerre héroïque ; ensuite, la France a perdu la paix en 1914 et en 1919, si bien qu'il faut en tirer les leçons ; enfin, Bonnet fait preuve d'une confiance démesurée dans les vertus du tapis vert. Pour le noyau dur des « apaiseurs » français, et pour Bonnet en particulier, il y a toujours une chance de sauver la paix, encore faut-il avoir un comportement volontariste. Ayant perdu ses illusions dans la Société des Nations à partir de 1932, il se convertit à la Realpolitik (Puyaubert, 2007 : 151).

Le titulaire du Quai d'Orsay a réuni autour de lui un clan pacifiste. On peut citer l'ambassadeur André François-Poncet, puis, au gouvernement, Guy La Chambre, ministre de l'Air, Paul Marchandeu, Anatole de Monzie et, en marge du pouvoir, Jean Montigny, Jean Mistler et Paul Faure ; Flandin et Frossard y font figure d'ultras. Parmi les militaires, le général Vuillemin, chef d'Etat-major de l'armée de l'Air, ainsi que le colonel Didelet, attaché militaire à Berlin. Au parti radical, Bonnet anime un clan minoritaire mais remuant. En dehors de ce cercle « bonnetiste », le courant pacifiste rassemble largement à gauche comme à droite ; par exemple les néo-socialistes comme Marquet ou Déat vont défendre la politique de Bonnet.

Les partisans de l'apaisement développent trois arguments principaux : pour eux, le révisionnisme allemand est justifié, en particulier sur la question des nationalités, si mal traitée par Versailles - notons que cette conviction est partagée par Chamberlain. Second argument, la France est gravement isolée sur la scène internationale ; ainsi, pour Bonnet, le système d'alliances de la France en Europe centrale et orientale est à la fois complexe, peu productif, non assumé et dangereux ; de plus, l'Angleterre est un partenaire diplomatique et militaire incertain, même en août 1939 où il se demande quel serait le degré d'intervention de son infanterie et de son aviation sur le continent. Enfin, troisième argument-clé, le potentiel militaire et économique du pays est insuffisant. La France est mal préparée à la guerre, elle court à la défaite, pensent les « apaiseurs ». N'ayant ni les moyens ni la stratégie réclamés par la nature de ses engagements extérieurs, elle est fragile financièrement. Pour Bonnet, la France ne doit réarmer qu'en fonction de ses possibilités budgétaires.

En définitive, l'apaisement dans sa version française est une réponse raisonnée à la perception du déclin de la puissance dans la sphère européenne et mondiale. De manière générale, Bonnet craint que la paix ne soit qu'une trêve entre-deux-guerres. Pendant un an et demi, il va avoir l'occasion de mettre en œuvre ses convictions, malgré ou grâce à l'apaisement britannique. Au cours du ministère Daladier, d'avril 1938 à septembre 1939, nous pourrions distinguer schématiquement trois phases. La première époque court jusqu'à la conférence de Munich du 30 septembre 1938.

### **Le temps de l'apaisement consensuel (d'avril à septembre 1938)**

La conférence de Londres, les 18 et 19 avril 1938, doit poser, dans l'esprit du Quai d'Orsay, les bases d'une alliance avec la Grande-Bretagne et amener ce pays à garantir la souveraineté et l'intégrité de la Tchécoslovaquie menacée par Hitler. Daladier et Bonnet, accompagnés d'Alexis Léger, se rendent au *Foreign Office*, pour un tour d'horizon général. Le bilan du premier jour est très maigre. La ligne de non-intervention en Espagne est maintenue, ce qui condamne à terme le camp républicain. Lord Halifax en a profité pour définir la nouvelle politique anglaise, l'« appeasement ». En ce qui concerne les relations bilatérales, la délégation française ne peut obtenir qu'une « liaison étroite entre les Etats-majors de l'Air » (Bonnet, 1967 : 30). La deuxième journée est consacrée plus spécifiquement au problème tchèque posé par la minorité germanophone des Sudètes (Réau 1993 : 235-239). Neville Chamberlain maintient la position qu'il a définie à la Chambre des Communes, le 24 mars 1938 : « Le gouvernement de sa Majesté ne se sent pas en mesure de donner *a priori* la garantie » de l'indépendance et de l'intégrité de la Tchécoslovaquie (Chamberlain, 24 mars 1938).

Cette première conférence de Londres, qui s'avère être un « aveu d'impuissance » pour la France (Réau, 1993 : 254), a sans doute conditionné l'attitude ultérieure de Georges Bonnet. Daladier et lui sont alors convaincus qu'il faut suivre, par prudence, le *Foreign Office* sur tous les grands dossiers : Éthiopie, Espagne, Sudètes, coopération militaire, tout en l'amenant petit à petit à partager certaines des vues françaises. Pour Daladier, il faut gagner du temps, du temps pour réarmer. A partir de cette échéance, les principaux objectifs de Georges Bonnet se définissent ainsi : il convient de trouver un terrain d'entente avec les puissances de type fasciste, d'éviter tout autant une intervention militaire automatique provoquée par des engagements extérieurs contraignants, privilégier l'Entente cordiale avec le Royaume-Uni et, à terme, s'allier l'Union soviétique dans un but dissuasif vis-à-vis de Hitler. Le pari global est de prévenir la guerre européenne et de tenir la France à l'écart de tout conflit.

Le journal manuscrit d'Odette Pelletan - l'épouse du ministre - donne une vision caustique du protocole du « Quai » au temps de l'amitié retrouvée (Archives privées Georges Bonnet, APGB 5 Dr1). Ainsi, lors de la réception des souverains britanniques en juillet 1938 (voir plus loin l'article de Martyn Cornick), Odette Bonnet se voit confier la charge d'organiser un grand dîner d'apparat dans les salons du ministère ; au faite de sa gloire, elle sait qu'aucune faute ne lui sera pardonnée :

Le roi et la reine d'Angleterre vinrent avec leur aristocratique et stupide cortège. [...] Le dernier soir, je préparais un dîner au Quai d'Orsay. Il avait fallu deux mois de préparation et une répétition générale au Ritz. La table était chargée d'orchidées et de raisins noirs. Tout cela était parfait et éblouissant. Pour une fois, je sautais de joie en entrant dans ma salle à manger. (APGB 5 Dr1, Journal d'Odette Bonnet)

Mais un incident allait ternir ce bel ordonnancement : « Le protocole avait raté son plan de table et la flèche qui dirigeait les invités les amenait dans une fausse direction » (APGB 5 Dr1, journal d'Odette Bonnet). Ce fâcheux contretemps n'a pas terni l'Entente cordiale en pleine renaissance mais, lorsque le président Lebrun est invité avec son épouse à Londres en mars 1939, Odette ne fut pas conviée ; le protocole du Quai, monté contre une maîtresse de maison trop indépendante, avait trouvé un précédent où le ministre des Affaires étrangères avait été reçu au Royaume-Uni sans sa femme.

Pendant toute la crise des Sudètes, Chamberlain a l'initiative, alors que la diplomatie française est à sa remorque. Pour Bonnet, l'isolement de la France l'oblige à amener son alliée tchèque à faire des concessions à Hitler. En effet, fondamentalement, il ne faut pas se placer dans des conditions où la garantie française à la Tchécoslovaquie devrait jouer. Il s'agit, pour lui, de faire passer à Prague le message selon lequel la France ne fera pas la guerre sans l'Angleterre. C'est ce qu'il dit déjà le 20 juillet à Paris à l'ambassadeur Osusky, révélation que le gouvernement tchèque juge très grave. Le cabinet britannique a chargé Lord Runciman, ancien président du *Board of Trade*, d'une mission de conciliation en Tchécoslovaquie. Georges Bonnet, d'abord réticent, accepte cette proposition de bons offices. Pendant la première quinzaine de septembre, Bonnet envoie à Prague, avec l'aval de Daladier, René Brunet - avocat international, qui fut le secrétaire d'Etat au Budget de Bonnet en 1937 - afin de sonder les intentions du Dr. Kunst, vice-président du SdP, le parti d'Henlein, le chef nazi des Allemands des Sudètes. Les conclusions de René Brunet sont remises le 15 septembre 1938. Ce dernier attribue l'échec de toutes les tentatives de conciliation à « l'obstination de Beneš qui refuse toute concession, en direction de la minorité sudète. » Même constat accablant pour les « dirigeants tchèques, qui déclaraient

ouvertement préférer la guerre » (APGB 8, agenda 1938, et APGB 40, correspondance). Alors que Londres et Georges Bonnet se désespèrent de constater la mauvaise volonté de Prague, Hitler va prendre tout le monde de vitesse. Pendant cette phase de crise aiguë, on enregistre chez l'homme Bonnet deux types de réaction. D'une part, la peur charnelle de revoir les horreurs de 14-18 provoque chez lui un profond trouble. Ainsi, Geneviève Tabouis se dit stupéfaite de voir « un homme si maître de lui généralement, si calculateur, qui savait si bien composer son personnage, en proie à une véritable peur panique. » Bousculé par les questions abruptes de la journaliste, il répond : « Mais ma chère Geneviève, savez-vous ce que c'est que la guerre ? La guerre avec les bombes ? » (Tabouis, 1941 : 242)

Par ailleurs, Bonnet est très inquiet de l'attitude du Royaume-Uni au cas où la sécurité de la France serait menacée. A la question qu'il pose à son ami Phipps, à titre privé, le 10 septembre, voici la réponse (qui est en réalité celle dictée par Chamberlain) : « Alors que le gouvernement de Sa Majesté ne permettrait jamais que la sécurité de la France fut menacée, il n'est pas en mesure de fournir des précisions sur le caractère de son action future » (APGB 40). Georges Bonnet considère alors qu'il n'y a eu aucune évolution véritable au *Foreign Office*. Il ne faut se faire aucune illusion quant à l'attitude du gouvernement britannique qui n'interviendrait pas si la France volait au secours de son alliée tchèque. Après la visite de Chamberlain à Berchtesgaden, et le rejet par Prague de la solution Runciman - la *self determination* -, le 18 septembre à Londres, Daladier propose une « cession directe du territoire des Sudètes ». De son côté, Georges Bonnet propose de découpler population et territoire afin de conserver les fortifications occidentales à la Tchécoslovaquie. Il revient au gouvernement français de faire accepter ce plan à son alliée. Le lendemain, Bonnet met le représentant tchèque Osusky (APGB 8, 1938) au pied du mur en lui faisant un véritable chantage : « La neutralité du Gouvernement de Londres obligeait le Gouvernement français à apprécier en fait la situation » (APGB D Dr6, 19 sept. 1938). Comme le gouvernement tchèque fait de la résistance, le 21 septembre, à 0 h 30, Georges Bonnet envoie un avertissement cinglant à Beneš :

En repoussant la proposition franco-britannique, le gouvernement tchèque rompt par là même la solidarité franco-britannique qui vient d'être établie et enlève toute efficacité pratique à une assistance de la France. [...]

La Tchécoslovaquie doit comprendre elle-même les conclusions que la France est en droit d'en tirer. (DDF, 2<sup>ème</sup> série, t. XI, n° 250)

Ce dernier télégramme du 21 à Beneš est très caractéristique de la « Realpolitik » de Bonnet qui se dévoile dans ces circonstances extrêmes. Dans son esprit, il n'y a plus qu'une seule solution conforme aux intérêts de la France, c'est le démembrement de la Tchécoslovaquie que cette démocratie doit elle-même avaliser. Il n'a pas d'état d'âme puisque la paix ne sera obtenue qu'à ce prix. Une nouvelle phase d'attentisme s'ouvre à Paris pendant que Chamberlain rencontre Hitler à Bad Godesberg les 22 et 23 septembre. Dans la nuit du 23 au 24, Prague déclenche la mobilisation. On est au bord de la guerre. Alors que, le 24 septembre, la crise des Sudètes est à son paroxysme, voilà comment Bonnet, s'adressant par écrit au président du Conseil, analyse la situation :

Notre isolement est donc dramatique. On ne peut imaginer qu'il soit plus complet. Une fois de plus c'est la France avec ses quarante millions d'habitants et sa faible natalité qui devra supporter peut-être sur trois fronts, la ruée des armées représentant presque toutes les Nations de l'Est européen. [...] Je ne crois pas qu'elle soit en état de s'engager volontairement dans une lutte aussi difficile. Je pense que la France qui n'a pas fait la guerre ni pour la zone démilitarisée du Rhin, ni pour le réarmement de l'Allemagne, ni pour l'Autriche - ni avant 1914 pour reprendre

ses provinces d'Alsace et Lorraine - doit attendre pour accepter l'idée d'un conflit d'avoir reconstitué ses forces, ses alliances, ses amitiés, son aviation.

Il termine ainsi :

Depuis cinq mois, nuit et jour, au cours de notre affectueuse collaboration, nous avons lutté pour la Paix. Je vous supplie de continuer dans cette voie.

Elle est la seule qui puisse sauver le Pays.

Bien affectueusement. (APGB 40)

Lors de l'entrevue de Londres des 25 et 26 septembre, en présence du chef d'Etat-major Gamelin, où Chamberlain relate son entrevue de Godesberg avec Hitler, Bonnet reste muet parce qu'il désapprouve toute riposte militaire. A son retour, le ministre des Affaires étrangères pose à Phipps trois questions-clés sur le niveau d'engagement militaire, économique et financier de l'Angleterre en cas de conflit. La réponse, fort évasive, n'est pas faite pour le rassurer (Bonnet, 1946 : 367). Pour ce dernier, Londres refuse clairement de combattre aux côtés de la Tchécoslovaquie et de la France. Après le discours d'Hitler au Palais des Sports de Berlin, qui est un véritable ultimatum, la rumeur de la démission de Bonnet se met à courir. Dans la nuit du 26 au 27, le ministre prépare un plan qu'il soumet, dans la journée, à Phipps et à Corbin. Il s'agit d'une cession de territoires avec l'évacuation rapide par l'Etat tchèque, suivie d'une occupation immédiate par la Wehrmacht, le tout supervisé par une commission internationale. Il presse le *Foreign Office* pour lui faire accepter l'idée d'une démarche urgente auprès du Duce en vue d'organiser une conférence internationale. Georges Bonnet est entouré de tous ses amis, « les Munichois » - De Monzie, Piétri, Frossard, Chichery, Malvy, Lamoureux ou Bérenger - qui vont l'aider à passer cette nuit d'angoisse dans un ministère où chacun est à son poste. On connaît la suite. Les démarches en direction du Duce ont abouti. La conférence à quatre de Munich cède les Sudètes à Hitler.

Mais Bonnet n'est pas convié, Daladier se faisant accompagner par le seul Léger. En fait, Bonnet est dessaisi de son domaine d'intervention ce qui confirme l'investissement total du chef de gouvernement dans la diplomatie de son pays. Pourquoi Bonnet fut-il tenu à l'écart ? Sans doute à cause de la défiance qu'éprouve déjà le chef de gouvernement à son encontre, même si l'on n'a pas de document probant pour étayer cette hypothèse. Paradoxalement, la mémoire collective a fait de Bonnet un acteur-clé présent à Munich ; quant à la mémoire savante, beaucoup d'historiens l'imaginent toujours aux côtés de Daladier comme l'un des négociateurs responsables de la trahison.

### **Le temps de l'apaisement conquérant (des lendemains de Munich à février 1939)**

Comme la décision prise à Munich est parfaitement conforme à ses vues, Bonnet apparaît très vite à ses contemporains comme l'homme de Munich, incarnant le défenseur de la paix. Récupérant à son profit l'immense vague de soulagement qui submerge le pays, il cherche à exploiter politiquement ce crédit devant l'opinion. Il accentue, à partir d'octobre 1938, son emprise sur la politique étrangère en lançant de vastes ouvertures en direction de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Espagne franquiste.

Le retour triomphal du président du Conseil à Paris est resté dans les mémoires. Sur la piste du Bourget, au pied de l'avion, Daladier est félicité par ses collaborateurs et les membres du gouvernement. La grande silhouette de Georges Bonnet dépasse les têtes. Le ministre affiche un sourire radieux qui contraste avec la mine défaite de Daladier

(AHC, GE 32, 30 sept. 1938). Tout au long du parcours qui ramène les deux hommes, de l'aéroport militaire à l'Arc de triomphe, il arbore fièrement sa satisfaction et répond discrètement aux acclamations de la foule. Elisabeth du Réau remarque que « c'était bien sa politique que l'on applaudissait » (Réau, 1993 : 242). Dans l'immédiat, de nombreuses manifestations en faveur de la paix s'organisent. Un livre d'or est ouvert à Paris pour remercier les dirigeants. *Le petit Parisien* a offert à Georges Bonnet *Le grand livre de la paix*, le livre blanc des enfants de France avec la dédicace suivante : « *L'hommage des maires et des enfants de France qui lui seront éternellement reconnaissants d'avoir, par des efforts incessants, contribué, en septembre 1938, à sauver la Paix.* »

Le recueil, d'une blancheur immaculée, comporte 137 pages de signatures très serrées dont le total peut être estimé entre 350 000 et 400 000 (APGB). Georges Bonnet est, en effet, l'objet d'un véritable engouement collectif. Chaque jour, le facteur apporte un paquet de lettres de remerciements. Elles émanent tantôt de responsables politiques, tantôt de Conseils municipaux, d'associations, tantôt de chef d'entreprises, tantôt enfin de simples particuliers. Un correspondant du Morvan lui exprime « les sentiments d'admiration et reconnaissance de tous pour votre beau travail et la Paix qui l'a couronné », et lui fait part d'une réflexion d'un paysan : « p't-être bien qu'on aurait raison de dire Bonnet et Chamberlain. » (APGB 40)

Profitant de l'« effet Munich », Georges Bonnet prend, avec le soutien de Daladier, une série d'initiatives en direction des trois régimes fascistes à qui Chamberlain a déjà tendu la main : en effet, le Royaume-Uni a conclu un accord naval avec Hitler, s'est rapproché de Mussolini (c'est l'accord anglo-italien tandis qu'à Rome l'ambassadeur Henderson est un ultra pacifiste) et de Franco en pleine guerre civile (Londres a un envoyé spécial à Burgos, Hodson). Bonnet réussit par ailleurs une percée diplomatique spectaculaire en direction de l'Allemagne. Il s'agit d'abord, pour lui, de combler le retard pris sur le *Foreign Office* : Chamberlain a, par exemple, passé un accord direct avec Hitler en marge de Munich. Bonnet triomphe le 6 décembre 1938 avec la venue de Ribbentrop qui signe, au Quai d'Orsay, la déclaration franco-allemande de bon voisinage.

Quelle est la nature profonde de ce rapprochement ? S'agit-il d'une simple ouverture tactique, comme le pense Franz Knipping, d'un artifice commode destiné à gagner du temps (Knipping, 1981), ce qui est le cas de Daladier, selon Elisabeth du Réau ; ou d'un grand dessein touchant au fondement de la diplomatie française, comme le pense Hans Bellstedt (Bellstedt, 1993) ? Bonnet croit en cette opportunité et fait étudier par ses services, en toute naïveté, des pistes de coopération économique. Cet « *economic appeasement* », exploré par Sylvain Schirmann, est un marché de dupes (Schirmann, 1995 : 225-236).

Néanmoins, Bonnet, qui a ici carte blanche, réussit à nouer des liens diplomatiques avec Franco. Ce sont les accords Bérard-Jordana de février 1939, qui sont le prélude au rétablissement des relations diplomatiques concrétisé par l'envoi du Maréchal Pétain comme ambassadeur auprès de Franco, et qui obtient de la France des concessions sans contreparties.

En ce qui concerne l'ouverture vers l'Italie, Bonnet est sans cesse bridé par Daladier, qui redoute la surenchère de Mussolini. Il est contrôlé de très près par Léger. Il entretient cependant des liens secrets avec André François-Poncet, ambassadeur à Rome, mais toutes ses tentatives se heurtent à la mauvaise volonté du Duce, qui se moque de ces approches pour signer le Pacte d'Acier. La tentative de Bonnet de séparer Italie et Allemagne a échoué (Puyaubert, 2007 : 175-190).

### L'apaisement honteux (de février à août 1939)

En février 1939, Chamberlain et Daladier unissent enfin la France et le Royaume-Uni. Parallèlement s'effectue un vaste redéploiement diplomatique. Chamberlain abandonne l'apaisement. L'invasion de la Bohême puis celle de l'Albanie portent alors un coup très dur à la logique de conciliation. De son côté, Georges Bonnet cherche à peser sur Phipps pour que l'Angleterre décide, enfin, de passer à la conscription, ce qui, cette fois, serait la preuve qu'elle est bien décidée à assurer sa charge dans la défense commune. Chamberlain annonce le 6 février aux Communes que toute menace tournée vers la France verrait la Grande-Bretagne lui porter assistance. Le même jour, Bonnet fait déposer par Corbin « une demande de reprise des conversations » (DDF, 2<sup>e</sup> série, XV, n° 370) qui reçoit le feu vert du *Foreign Office*. Comme Paul Reynaud, Bonnet est un partisan déclaré de l'alliance anglaise mais il doute de son efficacité militaire. Il est persuadé que l'Angleterre ne pourra envoyer que deux divisions sur le continent et qu'elle aura tendance à garder son aviation pour sa propre protection. Il voit plutôt dans cet accord un outil stratégique à effet psychologique immédiat sur l'adversaire potentiel.

Bonnet est convaincu de la nécessité de trouver un accord avec l'Union soviétique afin de reconstituer la tenaille classique qui, pour lui, doit avoir un rôle dissuasif sur l'Allemagne (Puyaubert, 2007 : 190-197). Très bien renseigné sur les initiatives du Führer, il craint de très bonne heure un rapprochement entre le Reich et l'URSS qui se ferait sur le dos de la Pologne dont il s'emploie à calmer le jeu. Il est souvent avancé que, par anticommunisme, Bonnet a tout fait pour faire échouer ce projet d'alliance tripartite anglo-franco-soviétique. Les archives diplomatiques infirment directement ce point de vue négatif. Sur ce dossier, les relations entre le Quai d'Orsay et le *Foreign Office* ont été singulièrement délicates. Le 14 avril, Bonnet remet un mémorandum qui établirait une solidarité entre deux ensembles, France-Royaume-Uni d'un côté, URSS, Pologne et Roumanie de l'autre. A partir de là, deux logiques s'opposent : le Royaume-Uni souhaite limiter les liens avec l'URSS sans réelle contrepartie, alors que Paris envisage un système multilatéral reposant sur l'égalité absolue des engagements. Les Soviétiques, en position de force, ajoutent sans arrêt de nouvelles exigences, ce qui exaspère le *Foreign Office* qui est prêt à claquer la porte des négociations. A la fin juin, Bonnet demande que le Royaume-Uni s'engage de manière franche. Il sait qu'une course de vitesse est engagée avec Hitler, qui négocie en secret avec Staline. Faisant le maximum, il obtient que les négociateurs occidentaux à Moscou acceptent l'article-clé numéro un qui stipule une agression directe ou indirecte contre l'un des pays signataires. Le 10 juillet, alors que Bonnet croit qu'un accord politique va être signé, Molotov fait volte-face et exige un accord militaire préalable. A partir de là, Bonnet est persuadé que l'URSS a déjà opéré un renversement des alliances. Moscou refuse son idée de communiqué conjoint sur un accord politique. Très pessimiste, Bonnet n'est pas surpris, le 23 août, par l'annonce de la signature d'un pacte germano-soviétique qu'il juge aussi mauvais que possible.

Les revendications de l'Allemagne hitlérienne sur Dantzig et le corridor polonais conduisent à la crise majeure de l'été 1939. Bonnet, destabilisé par l'invasion de la Tchéquie du 15 mars, puis par l'échec des négociations politiques avec la Russie, gravement mis en cause publiquement par la lettre ouverte des intellectuels, lâché par l'opinion, marginalisé par Daladier, présente sa démission au président du Conseil le 18 juillet (Puyaubert, 2007 : 197-199). Ce jour-là, en tête-à-tête avec Daladier, Georges Bonnet se montre très pessimiste sur l'avenir des discussions avec Moscou : « Maintenant, nous allons revivre les mêmes terribles événements. [...] Je considère comme un devoir de tout tenter encore pour maintenir la



Paix, qu'il faut trouver un accord sur Dantzig et le corridor, quelles que soient les critiques dont nous ayons été l'objet à propos de Munich » (Journal de Georges Bonnet, 18 juillet 1939, APGB 8). Daladier refuse la démission et assure son ministre de sa pleine confiance. Soutenu par ses amis, Bonnet croit alors en sa dernière chance : être le sauveur de la paix. D'une part, il cherche à ralentir la marche à la guerre en demandant avec ses amis un débat au Parlement suivi d'un vote à la Chambre et au Sénat, sans succès, puisqu'il se heurte au refus de Daladier ; d'autre part, il s'emploie activement à la mise en œuvre d'une conférence de la dernière chance. La manœuvre révèle l'énorme fossé qui le sépare, non seulement du président du Conseil et de la majorité des ministres, mais aussi du Royaume-Uni. Cette phase complexe s'étale du 31 août au 3 septembre 1939 (Puyaubert, 2007 : 203-214). Revenu au Quai d'Orsay, Georges Bonnet déploie une intense activité. Pas moins de dix-sept coups de téléphone en trois heures de temps. Il lance une véritable stratégie de l'apaisement tous azimuts : neutraliser l'Espagne nationaliste, établir une base de discussions avec l'Italie pour un second Munich, amener les Anglais et les Polonais à la table des négociations. Daladier est persuadé par Léger que l'initiative italienne est un piège qu'il cherche à stériliser. En conséquence, Bonnet est obligé de passer par Corbin mais, entre les deux hommes, la défiance est totale. Le 1<sup>er</sup> septembre, Bonnet demande au représentant français d'amener l'Angleterre à accepter une démarche commune auprès de l'Allemagne. Quand Halifax demande à Bonnet que leurs ambassadeurs en poste à Berlin reprennent leurs passeports, ce dernier refuse tout net. Pressés par l'Amirauté, craignant la réaction de l'opinion et des députés des Communes, les dirigeants britanniques veulent agir au plus vite. La réponse transmise par Sir Percy Loraine au gouvernement italien est une fin de non-recevoir : « L'Angleterre aurait été favorable si Hitler n'avait pas engagé les hostilités » (AMAE, Rochat, 1<sup>er</sup> sept. 1939).

Le 2 septembre est une journée noire pour Bonnet. Il est pris à parti par l'ambassadeur polonais qui lui reproche de ne pas tenir ses engagements. Quatorze heures : coup de téléphone de Ciano qui a transmis à Berlin le projet de conférence. Cette deuxième proposition italienne est nettement en retrait par rapport à celle de l'avant-veille. Daladier choisit une tactique ambiguë qui consiste à demander simplement le vote des crédits militaires. Craignant que son gouvernement ne résiste pas à l'épreuve, surestimant l'opposition pacifiste, il a écarté l'idée d'un débat sur la déclaration de guerre. Il élude toute discussion sur la proposition italienne. Bonnet enrage.

### La déclaration de guerre

Pour l'entrée en guerre, le chef d'Etat-major Gamelin a demandé un délai jusqu'au 4 septembre. Daladier charge alors Georges Bonnet de régler au mieux cette affaire de calendrier avec les Britanniques. Le 2 septembre, première conversation téléphonique avec Halifax, Bonnet demande quarante-huit heures de délai. La réponse d'Halifax par fil à Georges Bonnet montre qu'il s'agit d'un véritable dialogue de sourds. Le gouvernement britannique propose à la France une démarche conjointe des ambassadeurs à minuit. Georges Bonnet cherche à gagner du temps à tout prix et à éviter un ultimatum qui signifierait l'entrée inéluctable dans la guerre. Ses espoirs s'amenuisent lorsqu'il apprend, de la bouche d'Halifax, la condition préalable fixée par l'Angleterre : « Le Gouvernement, qui vient de se réunir, a été unanimement d'accord pour estimer qu'il ne pouvait envisager de donner une réponse favorable qu'à une condition préalable : les troupes allemandes devraient être retirées sans délai du territoire polonais ; sans cela il est impossible d'envisager une conférence » (APGB 8, agenda 1939, 2 sept.). Manifestement, le cabinet britannique veut une réponse avant la prochaine séance parlementaire du lendemain 3 septembre, à midi. Bonnet considère qu'il

existe encore « une chance, infime peut-être, mais possible, de sauver la paix ; on nous jugerait sévèrement si l'on pensait que pour un délai de douze heures nous avons sacrifié une possibilité de paix » (APGB 8, agenda 1939, 2 sept.). Halifax vient de prévenir l'Italie de la condition préalable - sur le retrait des troupes - posée par un gouvernement anglais unanime. La phrase terrible tombe : « Dans ces conditions, le Gouvernement italien estime ne pas pouvoir transmettre cette offre à M. Hitler et la conférence est devenue impossible » (APGB 8, journal de Georges Bonnet 1939, samedi 2 septembre).

Le groupe des pacifistes se réduit à Mistler et Piétri. De Monzie lui même confesse que ses appels téléphoniques, envoyés tous azimuts comme avant Munich, sont autant de coups d'épée dans l'eau : « Ceux que j'interpelle ou réveille ne réagissent pas à mon appel, comme s'ils s'abandonnaient à la descente des choses. J'enrage de solitude » (Monzie, 1941 : 158). Conformément au Conseil de Défense du 2 septembre, la France adresse un ultimatum qui expire le lundi 4 septembre à 5 heures du matin. Bonnet se voit contraint de donner ses instructions à Coulondre :

Vous vous présenterez aujourd'hui 3 septembre à midi à la Wilhemstrasse et vous demanderez la réponse du Gouvernement allemand. [...] [En cas de réponse négative], vous notifierez au Ministre des Affaires Etrangères du Reich, ou à son représentant, que le Gouvernement français se trouve, du fait de la réponse allemande, dans l'obligation de remplir à partir de *demain 4 septembre, 5 h. du matin*, les engagements que la France a contractés envers la Pologne et qui sont connus du Gouvernement allemand.

Vous pourrez dès ce moment demander vos passeports. (APGB 1 Dr 6 sdr, 3 sept. 1939)

Daladier se ravise pour avancer la mise en demeure de douze heures de manière à se rapprocher de l'Angleterre. Au téléphone, Bonnet doit avertir l'ambassadeur : « Au lieu de "à partir de demain 4 septembre 5 heures du matin", lire « *à partir d'aujourd'hui 3 septembre à 17 heures* » (APGB 1 Dr 6 sdr, 3 sept. 1939).

L'épisode tant redouté par Georges Bonnet s'accomplit donc. A la fin de la journée, à 19 h 30, il lui revient de congédier le Chargé d'affaires allemand, Brauer ; à ce moment, il sent l'inanité de tous ces efforts dépensés pour une cause perdue. Il termine cette phase dramatique qui a marqué sa vie par le triste constat de l'incompréhension de la part de ses anciens amis.

### La sanction de l'échec

Depuis une semaine, Georges Bonnet sait que son sort est scellé. Le 13 septembre, il est nommé à la Justice, alors que Daladier récupère les Affaires étrangères pour les ajouter à la Défense qu'il tient déjà. Son éviction s'explique par plusieurs motifs majeurs. D'une part, il s'agit pour Daladier de rendre désormais impossible toute négociation avec l'Italie, point de désaccord majeur avec Bonnet. De surcroît, la course de lenteur de Bonnet a exaspéré Daladier, tout comme les Britanniques. Comme la Pologne est en train de perdre la guerre, Daladier craint également les entreprises de son ministre en faveur d'une paix blanche. A ces raisons, s'ajoute le fossé de défiance qui s'est creusé entre les deux hommes. Enfin, le *Foreign Office* a, vraisemblablement, pesé en faveur du renvoi de Georges Bonnet. Eric Phipps, qui s'apprête à partir à la retraite, assure le ministre français de sa totale convergence de vues. A sa mort, son épouse l'assure que les deux diplomates avaient tout fait pour sauver la paix. En réalité, Bonnet a appris, à la fin de sa vie, que Phipps avait fait de discrètes pressions pour réclamer son départ (APGB 40). De manière générale, l'ultra-pacifisme de Bonnet ne cadre plus avec la logique de guerre lancée le 3 septembre. Le jeudi 14 septembre à 15 heures, Georges Bonnet remet ses pouvoirs à Edouard Daladier.

## Comment expliquer l'aveuglement de la part du clan de la paix ?

En fait, Bonnet et les « apaiseurs » français se sont trompés sur plusieurs points. En premier lieu, ils ont cru que l'on pouvait traiter en partenaire n'importe quel chef d'Etat. La confiance mise dans Hitler, Mussolini ou Staline a été trahie à plusieurs reprises ; Mussolini n'a jamais été le partenaire tant espéré par Bonnet. En second lieu, ils ont pensé, à tort, que l'on pouvait faire abstraction de l'idéologie qui anime les régimes totalitaires. C'était une complète méprise. La troisième illusion de Bonnet est de nature tactique : illusion bien sûr que des concessions pourraient satisfaire Hitler, illusion surtout que l'Allemagne recherchait la coopération volontaire de la France. La quatrième erreur concerne le diagnostic porté sur les sphères du pouvoir que l'on croyait divisées à Berlin, à Rome, à Burgos ou à Moscou. Partout, ce sont les durs qui l'ont emporté. A cette erreur d'appréciation, s'ajoute, cinquièmement, la surestimation du potentiel militaire allemand alors que l'Etat-major est bien conscient des faiblesses de l'Armée rouge.

*In fine*, nous pouvons avoir une vision globale sur l'apaisement français. Tout d'abord, cette politique de l'accommodement à tout prix s'est imposée, à certains esprits, comme la seule solution possible compte tenu des contraintes énormes qui pesaient sur la politique de puissance de la France. En second lieu, les convictions des pacifistes les plus déterminés leur sont vraiment chevillées au corps. Troisièmement, l'apaisement a créé dans l'opinion française des lignes de fracture profondes qui vont rejouer sous l'Occupation. Enfin, bien loin d'apaiser Hitler, il l'a fortifié dans son intention de pousser toujours plus avant son avantage jusqu'à la crise fatale de Dantzig.

En ce qui concerne les relations franco-britanniques, peut-on parler - pour le camp français - d'une naïveté qui aurait été prise en défaut à l'instar du comportement de Neville Chamberlain, le chantre de l'« appeasement » ? En ce qui concerne Daladier, partagé entre des options contraires, tiraillé entre deux clans au sein des sphères du pouvoir, il s'agit, dans un premier temps, d'un sentiment d'impuissance à retourner la situation à son profit, puis d'une détermination médiatisée pour accompagner le retournement de l'opinion en faveur de la fermeté. Il est à classer, avec Mandel, Zay, Raynaud, Campinchi, Alexis Léger, Corbin, Gamelin, Doumenc, dans le camp des « optimistes », pour qui la fermeté fera reculer Hitler. Bonnet, méthodique et suspicieux par nature, n'a rien d'un novice, c'est le chef de file des « pessimistes » pour qui Hitler est prêt à la guerre ; il est, en revanche, grâce à des pions bien placés, bien renseigné sur l'entourage de Hitler, de Mussolini et de Franco. Toutes les luttes au sommet entre factions rivales lui sont connues et étudiées avec soin. Certes, s'il a tendance à surestimer les difficultés économiques de l'Allemagne, bien réelles en 1938-1939 : il pense à l'entrée en guerre du Reich comme l'hypothèse la plus probable. L'alignement de l'Italie sur son alliée lui semble définitivement acquis au printemps 1939. Il va pourtant tenter une ultime médiation avec Mussolini dans les premières heures de la guerre. Il redoute, dès décembre 1938 et plus encore en mai 1939, un rapprochement entre Staline et Hitler. Il a compris que ces derniers ont tout intérêt à s'entendre sur le dos de la Pologne. Bonnet est aussi un des rares à comprendre toute la portée à terme du pacte germano-soviétique. Réaliste, sans aucun doute, le responsable du Quai d'Orsay a peiné à influencer le *Foreign Office* sur la crise majeure des Sudètes, d'autant plus qu'il partage, pour l'essentiel, les calculs stratégiques de Chamberlain et d'Halifax. Lorsque ces derniers rompent spectaculairement avec leur logique de révision du traité de Versailles, Bonnet échoue aussi à leur arracher les concessions nécessaires capables d'aboutir à une véritable alliance avec l'URSS. Redoutant par-dessus tout la guerre, il s'enferme dans une impasse pacifiste jusqu'au-boutiste qui le coupe définitivement

de ses appuis et relais britanniques. Lors de la crise polonaise ultime, Bonnet a abattu ses cartes sans convaincre, désavoué dans son pays et rejeté par l'allié d'Outre-Manche. L'« homme des Anglais » n'est plus en cour au *Foreign Office* pour n'avoir ni compris ni accepté que la guerre des démocraties avec Hitler et Mussolini était inéluctable. Son ralliement à l'armistice et au Maréchal Pétain est en germe en septembre 1939.

## Bibliographie

Bédarida, François, (1977) « La gouvernante anglaise », in *Edouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939* (dir. R. Rémond et J. Bourdin). Paris : Presses de Sciences-Po.

Bellstedt, Hans F., (1993) « *Apaisement* » oder krieg. *Frankreichs Aussenminister Georges Bonnet und die deutsch französische Erklärung von 6 december 1938*, Thèse de l'Université Friedrich Milhem de Bonn.

Berstein, Serge (1982) *Histoire du parti radical*, tome II, *Crise du radicalisme (1929-1939)*. Paris : FNSP.

Bonnet, Georges (1946) *La défense de la paix (1936-1940)*. Genève : Editions du Cheval ailé.

Bonnet, Georges (1967) *De Munich à la guerre*. Paris: Plon.

Cornick, Martyn (2009) 'War and Culture'. *The Royal Visit to Paris, July 1938 – References*, 'War in the Interwar' Conference, University of Birmingham, 2-3 April.

Knipping, Franz (1981) « Die deutsche französische Erklärung von Dezember 1938 », in *Deutschland und Frankreich, 1936-1939*. Munich : Artemis.

Puyaubert, Jacques (2007) *Georges Bonnet (1889-1973). Les combats d'un pacifiste*. Rennes : PUR.

Réau, Elisabeth du (1987) *Edouard Daladier et la sécurité de la France (1930-1933)*, thèse d'Etat, Paris I.

Réau, Elisabeth du (1993) *Edouard Daladier (1884-1970)*. Paris : Fayard.

Tabouis, Geneviève (1941) *Ils m'ont appelée Cassandre*. New York : Editions de la Maison française.

## Sources d'archives

Archives d'Histoire contemporaine (AHC FNSP), Fonds Génébrier, GE 42, photographies (1933-1940).

Archives privées Georges Bonnet (APGB) détenues par la famille Bonnet, 40 cartons inventoriés par nos soins (Cf. Puyaubert, J., 2001, *Georges Bonnet (1889-1973), étude biographique*, thèse de doctorat, Université Bordeaux 3, sous la direction de Sylvie Guillaume, tome IV annexes). En particulier, APGB 5 Dr1 (journal d'Odette Pelletan, épouse Bonnet), APGB 8 (agendas 1938 et 1939 et journal de Georges Bonnet), APGB 40 (correspondance).

Documents diplomatiques français (DDF), 2<sup>e</sup> série, 1938, 1939, t. XI, n° 250, t. XV, n° 370, Pieterlen (Suisse), Peter Lang.

Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE) Papiers 40 : Papiers Bonnet et Rochat.